

Date : Le 27/06/2022

OBJET : Rapport des travaux de la Table Ronde

Rapport de la table ronde du 27 juin 2022

« La prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique ».



I- Contexte

Le Centre d'Etudes pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), a organisé la table ronde ce lundi 27 juin 2022 au CEFOD sur la prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique. Cette table est organisée dans le cadre du projet, Prévention de l'Extrémisme violent et promotion des valeurs démocratiques au Tchad. Elle a été précédée par un sondage d'opinion sur la recrudescence des conflits intercommunautaires et les attentes

Rapport de la table ronde du 27 juin 2022 sur « La prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique ». Grâce au soutien du NED.

de la population en cette phase de la transition. Les échanges ont permis de dégager les différents facteurs qui concourent à la naissance des conflits inter et intracommunautaires.

II- Dérroulement de la table ronde

La table ronde a débuté par la présentation du panel par la modératrice Mlle Mamadjibeye Nako, s'en est suivi l'intonation de l'hymne national et par la suite le discours du Vice-président du CEDPE M. Ibrahim Youssouf Moussa qui a souhaité la bienvenue aux participants à la table ronde en situant le cadre de la rencontre vis-à-vis du contexte social et sécuritaire qui prévaut au Tchad ces dernières années, dominé par la transition politique. Après le discours du vice-président, ce fut le discours du représentant du Premier ministre qui a officiellement lancé les activités de la table ronde. Pour planter le décor, M. Idriss Karmadine a fait une brève présentation du CEDPE en donnant les détails sur le contexte de sa création, de ses objectifs, de ses axes d'interventions et des différentes activités réalisées depuis son lancement jusqu'à nos jours. Il n'a pas manqué de mentionner que le CEDPE a un projet ambitieux qui changera l'image du lac. C'est un projet de 22 activités dont une des activités concerne la construction des 8 000 logements dans la province du Lac pour la réhabilitation des victimes de Boko Haram (réfugiés, déplacés, retournés), des autochtones et des désassociés des groupes extrémistes. M. Idriss a invité le public à visiter les locaux du centre.



Après la présentation du CEDPE, la modératrice a ouvert la phase de présentation des panélistes dont le président de la haute autorité de la chefferie traditionnelle sa Majesté Tamita Djidingar qui a axé sa communication sur le rôle des chefs traditionnels dans la gestion des conflits intercommunautaires au Tchad. Il affirme que pour connaître les problèmes

dont est confrontée la population, il faut être plus proche d'elle et échanger avec elle afin de comprendre la situation, en ajoutant que les communautés se valent, que la communauté étrangère puisse respecter les us et les coutumes de la population qui l'a accueillie. Il faut faire en sorte que les armes ne soient pas disponibles entre les mains de la population civile. Il mentionne que le rôle du chef traditionnel doit être celui d'acteur au développement et les chefferies communautaires doivent être les collaborateurs des autorités administratives. Un document qui détaille le rôle du chef traditionnel comme appui à l'autorité judiciaire qui permet d'édifier les décideurs dans la prise des décisions.

Après la présentation de sa Majesté Tamita Djidingar, ce fut le tour de l'ancien Premier ministre, Emmanuel Nadingar de prendre la parole en faisant le déroulé de sa communication sur les

L'ancien Premier ministre Emmanuel Nadingar



causes profondes des conflits intercommunautaires au Tchad. Les lois coutumières ont servi aux chefs traditionnels et aux gouvernants de gérer les conflits communautaires. Il mentionne que la situation sociale gangrénée par les conflits intercommunautaires est les résultantes de la gouvernance. Toutes ces questions relèvent des conflits économiques, de l'éducation. L'Etat a mis en place une politique de décentralisation afin de faciliter la gestion la cité. L'Etat est arrivé à mettre en place la Médiature qui fait un travail également de gestion et de résolution des conflits et ensuite aujourd'hui la haute autorité des chefferies traditionnelles. Il est également question de gérer de

manière impartiale les conflits. Il faut renforcer le rapprochement des leaders religieux qui a contribué à résoudre certains conflits. Les organisations non-gouvernementales doivent être soutenues dans leurs activités de prévention des conflits. Après la présentation du Premier ministre Emmanuel Nadingar, ce fut le tour du Professeur Avoksouma Djona président du parti « les Démocrates », qui a fait un bilan succinct des conflits intercommunautaires qui se sont déroulés jusqu'en 2022 dont le massacre de Sandana, d'Abéché, de Danmadji, de Kouri Bougoudi. Il affirme que le problème du Tchad n'est pas un conflit Nord-sud, Chrétien-Musulman, Agriculteurs-Eleveurs, ni conflits intercommunautaires, mais plutôt une instrumentalisation politique qui est la cause réelle du problème du pays. Le professeur affirme que tous les conflits que le Tchad connaît sont politiques. Il a pris l'exemple du Burkina et du Niger en disant que ces pays ont également les éleveurs et les agriculteurs, mais n'ont pas de problèmes comme le Tchad. Le problème de l'extrémisme se repose essentiellement sur la frustration sociale. Il pose trois questions qui sont entre autres :

[Rapport de la table ronde du 27 juin 2022 sur « La prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique ». Grâce au soutien du NED.](#)

- Peut-on éteindre l'incendie qui consume une maison en appelant au secours la personne qui a mis le feu ?
- Peut-on lutter contre l'incendie sans maîtriser le feu ?
- Peut-on maîtriser l'incendie sans maîtriser ceux qui nous privent de la justice ?

Le Professeur Avoksouma Diona



Après la présentation du professeur Avoksouma Diona, ce fut le tour du Vice-président du CEDPE Ibrahim Youssouf Moussa de faire son exposé sur les conséquences des conflits et donner les différentes formes de conflits et leurs manifestations. Il affirme également que les autorités administratives sont la cause des conflits agriculteurs-éleveurs en mentionnant le concept des nouveaux éleveurs qui détiennent des milliers de têtes de troupeaux et ils arment les éleveurs. Il a d'une manière ou d'une autre ressorti l'aspect des conflits à travers leurs origines sans occulter la question du manque de formation des administrateurs en charge de gestion et de résolution des conflits.

De son côté, le Président du CEDPE, Dr. Ahmat Yacoub, a, dans son intervention, estime que la ligne rouge a été franchie avec la boucherie à Kouri Boukoudi, car le Tchad, dit-il, n'a jamais vécu ce type d'atrocité où un être humain est tué et en même temps brûlé. Et de poursuivre que l'apologie de la violence est entretenue et alimentée à travers les réseaux et les médias sociaux, qui produisent des résultats néfastes, sources de la destruction du tissu social qui affecte la paix et la stabilité. Selon lui, la recrudescence de la violence est favorisée par la faiblesse des institutions judiciaires, le laxisme des autorités administratives et sécuritaires et puis les difficultés dans la gestion des conflits qui conduisent habituellement les gens à récidiver. Le Dr. Ahmat Yacoub a insisté sur le fait que l'insécurité peut être contrée par deux approches préventives : le développement et l'éducation.

III- Recommandations

A l'issu des échanges, les participants et panelistes ont formulé quelques recommandations qui sont ci-dessous :

- Impliquer les femmes dans le panel de la prochaine table pour équilibrer le plateau ;
- Organiser une table ronde sur l'échec de la mise en place des instruments de gestion et résolution des conflits intercommunautaires ;



- Réactualisation des couloirs de transhumance et le suivi au respect strict des règles ;
- Désarmer les civils et les autorités administratives ;
- Instauration d'un Etat de droit pour prévenir les conflits intercommunautaires ;
- Apporter des solutions adéquates aux problèmes : l'injustice l'inégalité, le népotisme, le clientélisme et la corruption ;
- La proposition de la date du 10 septembre pour la prochaine table ronde ;
- Favoriser la culture de la paix, la promotion de l'éducation ;
- Accorder une indépendance réelle à la justice ;
- La répartition équitable des biens publics de l'Etat ;
- La création d'une brigade de contrôle des couloirs de transhumance ;
- Décréter une journée de cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs ;
- Chercher les causes réelles des conflits ;
- Relever tous les administrateurs qui sont des éleveurs en nommant des personnes formées ;
- Développer à la prochaine table ronde la dimension instrumentale des conflits intercommunautaires et les facteurs qui favorisent la promotion de la paix ;
- L'urgence se signale par une riposte globale qui doit commencer par la restauration et l'amélioration de l'autorité administrative, sécuritaire et judiciaire dans les zones rurales en frappant d'une main forte les auteurs des crimes et leurs complices ;
- Organiser les campagnes de sensibilisation, les conférences-débats et la formation dans les villages plutôt que dans les grandes villes comme nous avons l'habitude de le faire ;

- L'implication des parents sur la sensibilisation des enfants et inciter les acteurs de l'éducation à insérer une matière pédagogique pour inculquer aux enfants, dès le bas âge, que le fait d'être différent est une richesse et non un handicap.
- Étant donné que l'incendie est un facteur dénominateur dans un conflit intercommunautaire, il est temps de sensibiliser les Ruraux à la suppression de la construction avec des pailles et à privilégier les briques.

Analyse des points de vue de la population sur les conflits intercommunautaires au Tchad pendant cette période de transition

Date : Le 26/06/2022

Réf: 4^{ème} sondage/ CEDPE/14-15/juin/2022

OBJET : résumé du sondage

a. Résumé

60,25 % (620) sur 1029 personnes interrogées estiment que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits contre 38,19 % (393) qui ne croient pas à une solution à travers ce dialogue. Cela veut dire que malgré les pourparlers de Doha qui ont accusé d'un retard important, les Tchadiens restent toujours optimistes et s'accrochent encore à la paix, seule lueur d'espoir d'une possible stabilité. Mais la tendance change sur l'inclusivité du dialogue car 42,27 % (**435**) ne croient pas à l'inclusivité du dialogue national inclusif contre 41,11 % (**423**). Sur ce volet, une sensibilisation s'impose sur les intentions réelles des autorités de la transition.

Questionnés à savoir si le Tchad est sur la bonne voie pour la paix, là encore, les Tchadiens montrent de l'optimisme. 48,79 % (502 personnes) pensent que le Tchad est sur le bon chemin menant à la paix contre 40,33 % (415) qui estiment que le Tchad n'est pas sur le bon chemin. Cependant, la majorité des Tchadiens sont sceptiques quant à l'amélioration de la sécurité durant la période de transition. Sur 1029 personnes interrogées, 43,73 % (450) disent qu'il n'y a pas d'amélioration mais plutôt une dégradation de la situation sécuritaire contre 33,82 % (348) qui constatent une amélioration de la situation sécuritaire pendant cette période de transition. Toutefois, les tchadiens dans leur majorité affichent aussi un espoir sur une possibilité d'un Tchad nouveau après la disparition du maréchal. Sur les **1029** personnes interrogées, 56,95 % (**586**) croient à un nouveau départ pour le changement au Tchad et 26,43 % (**272**) pensent que tous les indices montrent le contraire. L'indice sur l'espoir demeure toujours le même puisque 56,66 % (**583**) personnes estiment que le dialogue national inclusif est une occasion pour la réconciliation contre 27,31 % (**281**) qui n'y croient pas.

Par rapport aux attentes de la population à un Tchad nouveau, sur **1029** personnes, 48,49 % (**499**) demandent une gestion saine des conflits, 52,28 % (**538**) pour le renforcement de la justice, 41,79 % (**430**) pour la mise en place des mécanismes de développement, 50,05 % (**515**) pour renforcer la lutte contre la corruption, 49,17 % (**506**) sont pour l'amélioration de l'éducation et 54,91 % (**565**) sont pour les élections libres et transparentes.

Résumé sur les attentes de la population pour un Tchad nouveau.

- La gestion saine des conflits : 48,49 %
- Le renforcement de la justice 52,28 %
- La mise en place des mécanismes de développement 41,79 %
- Le renforcement de la lutte contre la corruption 50,05 %
- L'amélioration de l'éducation 49,17 %
- Les élections libres et transparentes : 54,91 %

Sondage sur les attentes de la population



CEDPE-Juin 22

- La gestion saine des conflits
- Le renforcement de la justice
- La mise en place des mécanismes de développement
- Le renforcement de la lutte contre la corruption
- L'amélioration de l'éducation
- Les élections libres et transparentes

Source CEDPE

b. Plus de détail sur le sondage

Du 14 au 15 juin 2022, le Centre d'Études pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) a organisé un sondage d'opinion de la population sur la recrudescence des conflits intercommunautaires dans les 10 communes de la ville de N'Djamena. L'équipe était composée de 25 enquêteurs qui ont sillonné, pendant deux jours, 10 arrondissements, recueillant les avis de la population sur la situation de la violence intercommunautaire au Tchad en cette période de transition. Ce sondage consiste à interroger les populations sur les causes des conflits intercommunautaires, les solutions envisageables pour lutter contre cette violence, les attentes de la population par rapport à cette période de transition et également la nécessité de faire une telle étude dans le but de contribuer à l'éradication de la violence. Lors de ces entretiens auprès de la population, les enquêteurs se sont prêtés à un exercice à travers une fiche d'enquête qui les a permis de recueillir les informations nécessaires dont nous avons pu à ce niveau ressortir les données statistiques analysées. Cette analyse s'est basée sur la méthode qualitative qui est celle de recueillir des opinions et de les confronter aux différentes questions que renferme la fiche.

1- Résultats du dépouillement des fiches de sondage

Sur les 1050 fiches, les enquêteurs ont pu interroger 1029 personnes dans les 10 communes de la ville de N'Djamena, ce qui a permis de faire le dépouillement et d'obtenir les résultats ci-dessous sur 12 questions que contient la fiche d'enquête.

• Selon vous, quels sont les indicateurs encourageant les conflits intercommunautaires ?

À cette question, 485 personnes soit 47.13 % sur 1029 personnes interrogées affirment que les violences intercommunautaires proviennent des manipulations sur les réseaux sociaux, 46.84 % (482) de la faiblesse de l'administration, 57.05 % soit 587 sur un total de 1029 personnes estiment que la faiblesse de la justice est la cause de la recrudescence des conflits, 50.73 % (522) sur un total de 1029 personnes attribuent la violence à l'absence de sensibilisation de la population.

• Quels types de solution pour renforcer la cohabitation pacifique ?

Sur cette question, 62.59 % (644) sur un total de 1029 personnes interrogées sont pour le renforcement de l'appareil judiciaire, 56.07 % (577) sur un total de 1029 personnes proposent le

Rapport de la table ronde du 27 juin 2022 sur « La prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique ». Grâce au soutien du NED.

renforcement de l'administration, 52,38 % (539) sur un total de 1029 personnes disent qu'il faut traquer et juger sans complaisance les auteurs des crimes, 46,45 % (478) sur un total de 1029 disent qu'il faut soutenir la société civile dans ses activités de sensibilisation, 34,01 (350) % sur un total de 1029 personnes sont favorables à la formation des leaders traditionnels au dialogue.

• **Pensez-vous que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits ?**

60,25 % (620) sur 1029 personnes interrogées estiment que le dialogue national inclusif contribuera à la gestion des conflits et 38,19 % (393) ne croient pas à une solution à travers ce dialogue. Cela veut dire que malgré les pourparlers de Doha qui ont accusé d'un retard important, les Tchadiens restent toujours optimistes et s'accrochent encore à la paix qui reste la seule leur d'espoir d'une possible stabilité.

• **Le Tchad, est-il sur le bon chemin menant à la paix ?**

Sur **1029** personnes interrogées, 48,79 % (**502**) personnes pensent que le Tchad est sur le bon chemin menant à la paix contre 40,33 % (**415**) qui estiment que le Tchad n'est pas sur le bon chemin.

• **Croyez-vous que la situation actuelle au Soudan et en République Centrafricaine joue un rôle dans la recrudescence des conflits intercommunautaires ?**

Contrairement aux informations véhiculées sur les réseaux sociaux, seul 36,05 % (**371**) sur **1209** personnes interrogées croient que la situation en République Centrafricaine et au Soudan peut avoir des impacts sur la recrudescence des conflits intercommunautaires au Tchad contre 52,38 % (**539**) qui pensent que cela n'a rien à voir avec la violence communautaire au Tchad.

• **Avec cette période de transition, constatez-vous une amélioration de la sécurité ?**

Sur **1029** personnes interrogées, 43,73 % (**450**) disent qu'il n'y a pas une amélioration, mais plutôt une dégradation de la situation sécuritaire contre 33,82 % (**348**) qui constatent une amélioration de la situation sécuritaire pendant cette période de transition.

• **Quels sont les outils pouvant contribuer la résolution des conflits intercommunautaire ?**

A ce niveau, sur **1029** personnes interrogées, 52,77 % (**543**) sont favorables à la résolution des conflits intercommunautaires par la justice, 39,46 % (**406**) par la médiation, 28,09 % (**289**) par l'usage de la force, 48,88 % (**503**) par la promotion de l'éducation, 50,44 % (**519**) par la voie de la sensibilisation, 34,05 % (**355**) par la formation à l'entrepreneuriat, 37,9 % (**390**) par le développement dont l'accès aux moyens de production et de diversification de l'économie nationale.

• **Croyez-vous au changement et à un nouveau départ pour le Tchad ?**

Sur cette question posée, sur **1029** personnes interrogées, 56,95 % (**586**) croient à un nouveau départ pour le changement au Tchad et 26,43 % (**272**) pensent que tous les indices ne démontrent pas ce changement.

• **Pensez-vous que le dialogue et la réconciliation constituent une nécessité ?**

Sur **1029** personnes interrogées, 56,66 % soit **583** personnes estiment que le dialogue national inclusif est une occasion pour la réconciliation et 27,31 % soit **281** personnes n'y croient pas.

• **Croyez-vous à l'inclusivité du dialogue et son acceptation par la majorité de la population ?**

Pour le dialogue national inclusif, sur **1029** personnes, 41,11 % (**423**) croient à son inclusivité et 42,27 % (**435**) ne croient pas à cette inclusivité.

• **Quelles sont vos attentes par rapport à un Tchad nouveau ? Notez par ordre selon vos attentes.**

Par rapport aux attentes de la population pour un Tchad nouveau, sur **1029** personnes, 48,49 % (**499**) demandent une gestion saine des conflits, 52,28 (538) privilégient le renforcement de la justice, 41,79 % (**430**) privilégient la mise en place des mécanismes de développement, 50,05 % (**515**) privilégient le renforcement de la lutte contre la corruption, 49,17 % (**506**) sont pour l'amélioration de l'éducation et 54,91 % (**565**) sont pour des élections libres et transparentes.

• **Encouragez-vous le CEDPE à effectuer de telles enquêtes d'opinions ?**

Sur **1029** personnes interrogées, 58,31 % soit **600** personnes encouragent le CEDPE à poursuivre les études sur la compréhension des conflits intercommunautaires et 41,69 % (**429**) disent qu'il est risqué de mener de telles études au Tchad.

Document officiel du CEDPE, rédigé par
 Désiré Oubadjimdebha
 Ahmat Adam Yacoub
 Melle Irène Ngaré
 Daouda Dieudonné
 Idriss Idriss Karmadine

Des études et ouvrages en vente ou consultables dans la bibliothèque du CEDPE



Rapport de la table ronde du 27 juin 2022 sur « La prévention des conflits intercommunautaires et la promotion du dialogue. Le rôle de : chefs traditionnels, religieux, la société civile et la classe politique ». Grâce au soutien du NED.